M. Claude-Gérard Marcus. Pourquoi même ne pas laisser au condamné le choix de sa mort ? Il s'agit, en effet, d'éliminer des individus dangereux, et non d'appliquer un châtiment cruel ou une quelconque torture.

Telle est, monsieur le garde des sceaux, l'opinion d'un parlementaire qui, comme tous ses collègues, se préoccupe du problème de la peine de mort, même si cette question est moins au cœur des préoccupations quotidiennes des Français que celle de la sécurité. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Natiez.

M. Jean Natiez. Monsieur le garde des sceaux, je tiens à remercier le Gouvernement d'avoir eu le courage de proposer à notre assemblée le texte de loi abolissant la peine de mort. Je le fais avec d'autant plus de satisfaction qu'étant appelé à rapporter le budget de la justice, je n'aurai pas à aborder le problème des « bois de justice ». Si nous avons, par le passé, utilisé cet artifice, c'est ainsi que le rappelait notre rapporteur, parce que le gouvernement d'alors se refusait à favoriser le débat.

Je voudrais d'abord reprendre le problème sous l'angle suivant : peut-on ramener le débat sur l'abolition de la peine de mort à un problème de conscience ? Ou bien, à l'inverse, niant ce problème de conscience, peut-on l'inscrire exclusivement dans le champ politique ?

Certes, la question de l'abolition ou du maintien de la peine de mort ressort de la conscience individuelle. Cela me semble indiscutable. Je comprends très bien que, devant le caractère odieux de tel ou tel crime, on puisse être amené spontanément, ou après réflexion, à ne concevoir que la mort de l'auteur de ce crime comme justice ou réparation, encore que des affaires récentes nous montrent que les proches parents de la victime peuvent parfois faire l'autre choix et conserver dignité et sang-froid.

J'accepte aussi volontiers que le débat ait une dimension morale ou religieuse. La plupart des Eglises ont pris position contre la peine de mort. Faut-il rappeler ici les conclusions de la commission sociale de l'épiscopat français ? Je me contenterai de citer un bref passage de leurs travaux de 1978 : « Le refus de la peine de mort correspond chez nos contemporains, à un progrès accompli dans le respect de la vie humaine. Ce progrès dans le respect de l'homme est une approche du respect dont Dieu entoure sa créature. »

Mais, si l'on accepte que cette question puisse être affaire de conscience personnelle, si l'on accepte aussi que le choix abolitionniste puisse prendre une dimension morale ou religieuse, nous devons aussi admettre que c'est pour beaucoup, et en particulier pour nous socialistes, un problème qui a une dimension politique, et qu'être contre la peine de mort, c'est souvent faire un choix politique qui s'inscrit dans le combat permanent des hommes de progrès pour la liberté. L'Histoire est là pour en témoigner.

Vous avez, monsieur le garde des sceaux, multiplié les références historiques. Notre collègue Marchand a rappelé le rôle des socialistes dans les débats antérieurs. Le rapport de M. Forni comporte une excellente synthèse de l'histoire des débats. Oui, nous sommes dans la droite ligne de Jaurès, et je ne retiendrai que cette définition qu'il donnait de la guillotine qui éclaire politiquement tout le débat : « La guillotine a pour mission de signifier aux hommes que jamais le progrès social, jamais le progrès de l'éducation et de la justice ne dispensera les sociétés humaines de tuer et de répondre à la violence individuelle par le meurtre social. C'est le signal du désespoir volontaire, systématique et éternel : c'est le disque rouge projetant ses lueurs sanglantes sur les rails et signifiant que la voie est barrée, que l'espérance ne passera pas ! » (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

Certains affirment que nous trahissons nos électeurs. Cela est faux. Notre place dans ce combat de l'abolition a toujours été claire et connue de tous. Présents en permanence dans le combat pour les libertés, les socialistes sont aujourd'hui pour l'abolition de la peine de mort. Le contraire eût été trahir l'Histoire ; eût été nous trahir nous-mêmes ; eût été aussi, je le pense avec conviction, trahir nos électeurs.

Mais alors, si l'on accepte l'idée répandue que l'opinion publique, dans sa majorité, est favorable au maintien de la peine de mort, alors que la gauche a remporté la majorité des suffrages, il faut bien expliquer cette distorsion. Et, ici, nous devons aborder le terrain idéologique.

Dans la tête des gens, si j'ose dire, la position par rapport à la peine de mort n'a jamais été figée. Il est des moments de l'Histoire où l'abolitionnisme l'emporte, d'autres, au contraire, où l'attachement au châtiment suprême est le plus fort. A enten-

dre certains, M. Santoni par exemple, en 1969, nous aurions pu abolir, puisque les sondages montraient que 58 p. 100 des Français y étaient favorables, mais cela n'aurait plus été possible en 1971 dans la mesure où 53 p. 100 de nos concitoyens se montraient alors favorables au maintien de la peine capitale.

La cause de l'abolitionnisme a reculé dans l'opinion publique au cours de la dernière décennie. Elle a reculé en fonction de la progression de la crise économique. Un lien doit en effet être établi entre le développement de la crise économique et les progrès de l'attachement à la peine de mort.

Bien évidemment, on est immédiatement tenté d'affirmer que la crise économique entraîne des problèmes sociaux, la dégradation des conditions d'existence, et donc une recrudescence de la délinquance, laquelle crée un besoin de protection. La peine de mort semble alors pouvoir jouer ce rôle.

Je crois, en ce qui me concerne, que les choses sont plus compliquées. Toute crise économique entraîne une crise idéologique, une crise des valeurs. Notre monde d'aujourd'hui est un monde angoissé ; les conditions de travail, le chômage, les fins de mois difficiles, les conditions d'habitat dans nos grands ensembles, tout cela contribue à faire naître cette angoisse.

Lorsque l'on connaît l'insécurité des lendemains, lorsque l'on connaît l'insécurité tout court, il est normal qu'il y ait remise en cause de certaines valeurs et qu'il y ait comme un repli de l'être humain sur des valeurs premières qui parfois relèvent de l'instinct. La peine de mort comme exutoire de l'angoisse collective ! Je ne peux m'empêcher de faire un parallèle entre la poussée de l'attachement à la peine de mort, la poussée du racisme, la poussée de l'autodéfense. Nous sommes dans un monde ébranlé par la crise. D'instinct, il cherche à se sécuriser.

M. Raymond Forni, président de la commission, rapporteur. Très bien !

M. Jean Natiez. J'ajoute que, dans une période de crise économique et sociale comme celle que nous vivons, si l'insécurité se développe et si les gens se réfugient dans cette sorte de protection suprême que serait la peine de mort — et nous rejoignons l'irrationnel, puisqu'il est prouvé qu'elle ne protège de rien ! — il y a d'autre part, chez les délinquants, comme un mépris du risque et parfois, chez les criminels, comme un mépris de la mort.

Ayant donc essayé de montrer qu'il y a une corrélation évidente entre la dégradation de la situation économique et sociale, l'explosion de la criminalité, l'attachement plus fort à la peine de mort, et même le défi à la mort au niveau des grands criminels, j'en arrive alors à penser, renouant ainsi avec le début de mes propos, que le débat sur la peine de mort est vraiment un débat politique.

Nous allons aujourd'hui, monsieur le garde des sceaux, abolir la peine de mort, à l'initiative du Gouvernement, à votre initiative. Mais nous ne pouvons pas en rester là, vous ne pourrez pas en rester là. Le problème de la peine de mort ne peut être véritablement réglé, selon moi, que lorsque nous aurons véritablement reculé la criminalité, que lorsque nous aurons réussi à redonner confiance à notre peuple, à notre jeunesse, que nous aurons fait reculer dans la tête des gens cette volonté de s'accrocher à l'idée du châtiment suprême comme protection radicale.

M. Raymond Forni, président de la commission, rapporteur. Tout à fait !

M. Jean-Pierre Michel. Très bien !

M. Jean Natiez. La tâche est immense. Lamartine disait, à l'occasion du débat de 1838 : « Croyez-moi, croyez-en les faits, dans un temps pareil, ce n'est pas la mort qu'il faut apprendre à craindre, c'est la vie qu'il faudrait apprendre à respecter ! »

Nous devons défendre la vie, c'est notre mission, c'est la mission sociale de tout homme et de toute femme. C'est doublement la mission des parlementaires. Nous ne pouvons pas débattre devant tous les Français de la peine de mort si nous continuons, comme par le passé, à leur montrer que nous serions indifférents aux morts qui résultent des fléaux sociaux, des accidents de travail, indifférents aux morts qui résultent des suicides créés par le chômage, indifférents aux morts par la faim dans le monde. Nous ne pouvons pas débattre de la peine de mort si nous ne nous attaquons pas aux causes structurelles de la criminalité. Un crime n'est pas seulement un échec pour son auteur, c'est aussi un échec pour la collectivité tout entière.

Conditions de vie décentes, système éducatif qui remplisse sa mission, prévention des causes de criminalité — et, pour la plupart, elles sont de nature économique et sociale — prévention de la délinquance, réinsertion des anciens détenus : voilà des objectifs qui devraient nous rassembler tous. Oui, c'est la vie qu'il faut apprendre à respecter. En abolissant aujourd'hui